

INTECH INDUSTRY

Société par actions simplifiée
au capital de 20 559 654,82 €
Siège social : Lieudit Les Attignies
69290 GREZIEU LA VARENNE

900 442 385 RCS LYON

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
DU 31 DECEMBRE 2024

Messieurs,

Les comptes consolidés du groupe regroupent les comptes de la société mère et des filiales dans lesquelles la société mère exerce directement un contrôle exclusif ou une influence notable.

L'exercice clos au 31 décembre 2024 est le troisième exercice de consolidation du groupe à la tête duquel on trouve la société INTECH INDUSTRY constituée en 2021.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

VARIATION DE PÉRIMÈTRE

Les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont répertoriées ci-après.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation regroupe les sociétés suivantes :

Dénomination	N° RCS	% détention	Méthode utilisée
INTECH INDUSTRY	900 442 385	Société mère	Intégration globale
A.R.T INDUSTRIE BOURGOGNE	397 641 648	100 %	Intégration globale
FX INDUSTRIE	444 364 210	100 %	Intégration globale
I.C.O.N.E.	332 639 673	100 %	Intégration globale
MARCEAU	652 820 507	100 %	Intégration globale
MATRELEC	352 888 531	100 %	Intégration globale
PROMALYON	345 159 214	100 %	Intégration globale

TECNIMODERN AUTOMATION	513 117 564	100 %	Intégration globale
TEMIQ	518 573 316	100 %	Intégration globale
SAKKARAH SUD	752 575 399	49 %	Intégration proportionnelle

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe INTECH INDUSTRY sont établis suivant le nouveau règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

L'exercice clos le 31 décembre 2024 a eu une durée de 12 mois. Il s'agit du 4^{ème} exercice d'activité du groupe mais du 3^{ème} exercice de présentation des comptes consolidés.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Le chiffre d'affaires (hors « autres produits d'exploitation ») s'est élevé à 49 388 128 € au 31 décembre 2024 contre 52 926 966 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 1 410 124 € contre (740 906) € pour l'exercice précédent.

Le montant des achats consommés s'élève à (19 958 009) € contre (22 050 819) € pour l'exercice précédent.

Le montant des charges de personnel s'élève à (16 941 058) € contre (16 265 143) € pour l'exercice précédent.

Le montant des charges externes s'élève à (7 582 162) € contre (7 338 825) € pour l'exercice précédent.

Le montant des impôts et taxes s'élève à (590 518) € contre (481 539) € pour l'exercice précédent.

Le montant des dotations aux amortissements, dépréciations et provisions s'élève à (642 956) € contre (779 866) € pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et dépréciations ressort à 5 083 550 € contre 5 269 870 € pour l'exercice précédent.

Après prise en compte :

- d'un résultat financier de (99 467) € (1 499 952 € pour l'exercice précédent),
- d'un résultat exceptionnel de (254 097) € ((334 961) € pour l'exercice précédent),
- d'un impôt sur les bénéfices de (975 412) € ((1 066 314) € pour l'exercice précédent),

Le résultat d'ensemble consolidé du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se traduit par un bénéfice de 3 754 575 € contre un bénéfice de 5 368 547 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

ACTIVITÉ 2024 DU GROUPE INTECH INDUSTRY (et des sociétés comprises dans cette consolidation)

Malgré la baisse constatée des investissements industriels en France, l'activité du groupe sur l'exercice 2024 est conforme à nos attentes avec un produit d'exploitation consolidé de 50 798 252 € et un EBE de 5 640 865 €.

Toutes les sociétés présentent un EBE positif dans une fourchette de 1,5 % à 15,5 %. Le pôle intralogistique continu de surperformer l'ensemble et les difficultés du pôle équipement perdure avec néanmoins une perspective de nette amélioration sur l'exercice en cours.

Le périmètre du groupe est resté inchangé en 2024, la stratégie de recherche plus active de croissance externe porte ses fruits avec une acquisition réalisée début 2025 et 6 dossiers en cours d'étude.

ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DU GROUPE

Avec l'intégration de la société KAUFLEER, la reprise des investissements attendue pour le deuxième semestre en France et les actions engagées, notamment sur le pôle équipement à l'export, nous attendons une hausse significative des revenus du groupe et de son EBE pour 2025.

ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ET DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Aucun événement particulier.

ÉVÈNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DES EXERCICES

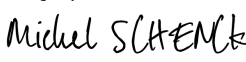
Le 16 avril 2025, nous avons procédé à l'acquisition de 30 360 actions, soit 100 % du capital social, de la société **KAUFLEER**, société par actions simplifiée au capital de 759 000 € dont le siège social se trouve à LOUDÉAC 22600, Z.I Sud 14 rue Becquerel, immatriculée au RCS de SAINT BRIEUC sous le n° 319 086 484.

ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Les activités de recherche et développement sont restées stable comparée aux exercices précédents

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent rapport qui, après lecture, a été signé par le président de la Société, au moyen d'une signature électronique au sens des dispositions des articles 1367 et suivants du Code civil qui respecte les exigences relatives à une signature électronique avancée prévues par l'article 26 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

LE PRÉSIDENT
M. Michel SCHENCK

Signé par :

7AB6BAAB0FA7498...

COGES
1 Bis Boulevard de la Chantourne

38 700 LA TRONCHE

AMC CONSULTANT
1 Rue des Méridiens
Sud Galaxie
38 130 ECHIROLLES

INTECH INDUSTRY
Société par Actions Simplifiée
Lieudit les Attignies
69 290 GREZIEU LA VARENNE

***RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES***

Exercice clos le 31 décembre 2024

INTECH INDUSTRY

Société par Actions Simplifiée
Lieudit Les Attignies
69 290 GREZIEU LA VARENNE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société INTECH INDUSTRY

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société INTECH INDUSTRY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à La Tronche et Echirolles, le 5 juin 2025
Les commissaires aux comptes

COGES



Eric CERVERA

AMC CONSULTANT



Yann BENALLEGUE

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

États financiers

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	<u>2024</u>	2023
Chiffre d'affaires	49 388 128	52 926 966
Autres produits d'exploitation	1 410 124	(740 906)
Achats consommés	(19 958 009)	(22 050 819)
Charges de personnel	<u>(16 941 058)</u>	(16 265 143)
Autres charges d'exploitation	(7 582 162)	(7 338 825)
Impôts et taxes	(590 518)	(481 539)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(642 956)	(779 866)
Opérations en commun		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	5 083 550	5 269 870
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition		
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	5 083 550	5 269 870
Charges et produits financiers	<u>(99 467)</u>	1 499 952
Charges et produits exceptionnels	(254 097)	(334 961)
Impôts sur les résultats	(975 412)	(1 066 314)
Résultat net des entreprises intégrées	3 754 575	5 368 547
Résultat net des activités abandonnées		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 754 575	5 368 547
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)	3 754 575	5 368 547
Résultat net (Part du groupe)	3 754 574	5 368 547

Bilan consolidé

Bilan actif consolidé	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles	27 095 982	27 112 200
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>26 984 246</i>	<i>26 984 246</i>
Immobilisations corporelles	1 291 142	1 259 157
Immobilisations financières	183 981	182 338
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	28 571 104	28 553 695
Stocks et en-cours	8 461 129	7 679 046
Clients et comptes rattachés	11 449 525	13 116 253
Autres créances et comptes de régularisation	3 012 656	1 606 492
<i>Dont Impôts différés Actif</i>	<i>294 529</i>	<i>265 478</i>
Valeurs mobilières de placement	2 910 015	1 441 316
Disponibilités	5 706 064	4 153 314
Actif circulant	31 539 389	27 996 421
Total Actif	60 110 493	56 550 116
Capital	20 559 655	20 559 655
Primes liées au capital		
Réserves et résultat consolidés	16 465 174	12 152 730
Autres	(557 870)	(825 797)
Capitaux propres (Part du groupe)	36 466 959	31 886 587
Intérêts minoritaires		
Total des capitaux propres	36 466 959	31 886 587
Autres fonds propres	5 062	7 562
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	1 111 620	1 009 570
Provisions	1 111 620	1 009 570
Dettes financières	8 797 733	10 265 519
Fournisseurs et comptes rattachés	6 568 530	6 176 561
Autres dettes et comptes de régularisation	7 160 588	7 204 316
<i>Dont Impôts différés Passif</i>		
Dettes	22 526 851	23 646 397
Compte de liaison Titres - Ecart d'acquisition		
Total Passif	60 110 493	56 550 116

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2024.12	2023.12
Résultat net total des entités consolidées	3 754 574	5 368 547
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	573 643	590 969
Variation de l'impôt différé	(29 051)	3 660
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(39 385)	(9 835)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(2 500)	(2 500)
Marge brute d'autofinancement	4 257 281	5 950 841
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(139 547)	(4 147 018)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	4 117 734	1 803 823
Acquisitions d'immobilisations	(539 688)	(386 736)
Cessions d'immobilisations	50 018	102 451
Réduction des autres immobilisations financières	35 373	1 010
Incidence des variations de périmètre		(0)
Variation nette des placements à court terme	(910 829)	(1 441 316)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(1 365 126)	(1 724 592)
Émissions d'emprunts	177 000	
Remboursements d'emprunts	(1 643 165)	(1 773 645)
Cessions (acq.) nettes d'actions propres	267 928	(761 467)
Variation nette des concours bancaires	(1 621)	2 379
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)	(1 199 858)	(2 532 733)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	1 552 750	(2 453 502)
Trésorerie : ouverture	4 153 314	6 606 816
Trésorerie : ouverture	4 153 314	6 606 816
Trésorerie : clôture	5 706 064	4 153 314

Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto- contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2022	20 559 655		3 164 814	(64 330)		3 619 368	27 279 507	
Affectation du résultat N-1			3 619 368			(3 619 368)		
Résultat						5 368 547	5 368 547	
Reclassement, restructuration et changement de méthode				(761 467)			(761 468)	
2023	20 559 655		6 784 183	(825 797)		5 368 547	31 886 587	
Affectation du résultat N-1			5 368 547			(5 368 547)		
Résultat						3 754 575	3 754 575	
Autres augmentations, diminutions				825 797			825 797	
2024	20 559 655		12 152 730			3 754 574	36 466 959	

Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Faits marquants de l'exercice et de l'exercice précédent

Aucun élément significatif n'est à relevé

Evènements post clôture

Aucun élément significatif n'est a relevé

Méthodes et principes de consolidation

Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant le nouveau règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

L'exercice clos 31/12/2024 a une durée de 12 mois. Il s'agit du 2^{er} exercice d'activité du groupe, mais du 1^{er} exercice de présentation des comptes consolidés.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2024, le périmètre comprenait 10 sociétés.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
ART INDUSTRIE BOURGOGONE	IG	100,00	100,00
FX INDUSTRIE	IG	100,00	100,00
ICONE	IG	100,00	100,00
INTECH INDUSTRY	IG	100,00	100,00
MARCEAU	IG	100,00	100,00
MATRELEC	IG	100,00	100,00
PROMALYON	IG	100,00	100,00
SAS SAKKARAH SUD	IP	49,00	49,00
TAG PRODUCT	IG	100,00	100,00
TECNIM-ODERN	IG	100,00	100,00
TEMIQ	IG	100,00	100,00

Toutes sont intégrées globalement, à l'exception de la société SAS SAKKARAH SUD qui est intégrée proportionnellement.

Les SCI qui ont acquis l'immobilier du groupe sont détenus et dirigés par les dirigeants du groupe et leur famille. Ces SCI n'étant pas dirigés par le groupe, elles n'ont pas été considérées comme des entités « Ad Hoc » et n'ont donc pas été consolidés.

Variation du périmètre de consolidation

Aucune variation n'est a relevé sur l'exercice.

Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Lorsque les comptes des sociétés étrangères consolidées sont établis dans une devise autre que l'euro, la méthode de conversion retenue est la « méthode du taux de clôture » :

Les états financiers des filiales étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire dans la devise qui est significative de l'activité de la filiale concernée.

La conversion de l'ensemble des actifs et des passifs est effectuée au cours de clôture en vigueur à la date du bilan et la conversion des comptes de résultats est effectuée sur la base du cours moyen annuel.

L'écart de conversion qui en résulte est directement affecté en « Primes et réserves » dans la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres.

Ecart d'acquisition

- Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.
- Ecarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».
- Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuellement selon les méthodes généralement utilisées pour valoriser les sociétés du secteur.
- Ecarts d'acquisition négatifs : un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges ».
- Les écarts d'acquisitions négatifs sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée de 5 ans.

Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Constructions	20 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel outillage	2 à 10 ans
- Matériel de transport	1 à 5 ans
- Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 à 5 ans
- Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks sont valorisés au prix de revient moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Le solde des charges à répartir a été retraité en consolidation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

La société n'a jugé qu'aucun de ses contrats n'étaient significatifs et ne devaient rentrer dans le champ d'application de cette méthode.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent essentiellement des salariés en activité. Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies

- Régimes à cotisations définies : Le Groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraites et de prévoyance.
- Ces régimes donnent lieu à constitution de provisions et concernent essentiellement les indemnités de départ à la retraite, auxquelles se rajoutent :
 - d'autres engagements de retraite et compléments de retraite ;
 - les autres avantages long terme, soit principalement les médailles du travail et le capital temps ;
 - les régimes de couverture de frais médicaux.
- Ces indemnités ont fait l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Un contrat d'assurance permet de couvrir une partie de l'engagement pour un montant de 153 828 euros.

Actions propres

La société détient des actions propres du groupe pour un montant de 557 870 euros au 31/12/2024 contre 825 797 € au 31/12/2023. Contrairement à l'exercice précédent, ces actions n'ont pas été retraité en moins des capitaux propres car elles ont été acquises dans le cadre des plans d'actions gratuites. Elles sont ainsi enregistrées sur cet exercice en valeur mobilière de placement. Ce traitement respecte le règlement l'ANC 2020-01.

Notes annexes sur les postes du bilan

Annexe 1. Ecart d'acquisition (goodwill)

Libellé	2023	2024	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	26 984 246	26 984 246						
Valeur nette	26 984 246	26 984 246						
Valeur nette								

Les écarts d'acquisitions sont affectés aux entités suivantes :

Libellé	Brut	Amort.	Dépré.	Net
Ecart d'acquisition	26 984 246			26 984 246
Partenaires				
P-ART INDUSTRIE BOURGOGONE	2 277 469			2 277 469
P-FX INDUSTRIE	751 088			751 088
P-ICONE	3 870 996			3 870 996
P-INTECH INDUSTRY	1			1
P-MARCEAU	4 507 353			4 507 353
P-MATRELEC	2 836 076			2 836 076
P-PROMALYON	6 069 751			6 069 751
P-TECNIM-ODERN	3 707 453			3 707 453
P-TEMIQ	2 964 057			2 964 057
Partenaires hors groupe	1			1
Ecart d'acquisition passif				

Annexe 2.1 Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	8 310	8 310					
Frais de développement	202 479	222 375	19 896				
Concessions, brevets et droits similaires	355 298	386 103	28 330	(225)			2 700
Autres immobilisations incorporelles	97 407	97 407					
Ecart d'acquisition	26 984 246	26 984 246					
Avances et acomptes s/immo. incorp.	2 700						(2 700)
Immobilisations incorporelles	27 650 440	27 698 441	48 226	(225)			
Constructions	168 010	170 210	2 200				
Installations techniques, matériel & outillage	1 499 172	1 530 161	97 749	(66 760)			
Autres immobilisations corporelles	1 170 886	1 205 881	65 257	(30 262)			
Matériel de bureau	905 290	929 314	72 629	(48 604)			
Matériel de transport	1 455 048	1 259 649	9 499	(204 898)			
Immobilisations corporelles en cours	166 969	371 040	204 071				
Avances et acomptes s/immo. corp.		2 802	2 802				
Immobilisations corporelles	5 365 375	5 469 058	454 206	(350 524)			
Total	33 015 815	33 167 498	502 432	(350 749)			
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							

Annexe 2.2 Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	(8 310)	(8 310)					
Frais de développement	(157 333)	(179 604)	(22 271)				
Concessions, brevets et droits similaires	(286 913)	(325 104)	(38 416)				225
Autres immobilisations incorporelles	(85 684)	(89 441)	(3 757)				
Amortissements des immobilisations incorporelles	(538 240)	(602 459)	(64 444)				225
Constructions	(106 853)	(116 778)	(9 924)				
Installations techniques, matériel & outillage	(1 223 114)	(1 246 786)	(90 178)				66 506
Autres immobilisations corporelles	(806 255)	(875 564)	(94 115)				24 806
Amortissements du matériel de bureau	(732 115)	(786 140)	(102 630)				48 604
Amortissements du matériel de transport	(1 237 881)	(1 152 649)	(114 983)				200 215
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 106 218)	(4 177 916)	(411 829)				340 131
Amortissements sur actif immobilisé	(4 644 458)	(4 780 375)	(476 273)				340 356

Annexe 2.3 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations des immobilisations incorporelles							
Dépréciations sur actif immobilisé							

Annexe 3.1 Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	0	0						
Titres immobilisés (non courants)	258	46	28	(240)				
Dépôts et cautionnements versés	182 080	183 935	37 228	(35 373)				
Immobilisations financières	182 338	183 981	37 256	(35 613)				
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	182 338	183 981	37 256	(35 613)				

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dépôts et cautionnements versés	183 935						183 935
Total	183 935						183 935

Annexe 3.2 Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur immobilisations financières							
Dépréciations sur actif financier							

Annexe 4. Stocks et en-cours

Libellé	2024			2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	2 634 675		2 634 675	2 624 221		2 624 221
En-cours de biens	3 464 422		3 464 422	2 851 152		2 851 152
En-cours de services	1 589 375		1 589 375	1 355 363		1 355 363
Produits intermédiaires finis	751 052		751 052	817 340		817 340
Stocks de marchandises	21 604		21 604	30 970		30 970
Stocks et en-cours	8 461 129		8 461 129	7 679 046		7 679 046

Annexe 5. Impôt différé

Libellé	2023	2024	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Valeur nette d'impôt différé	265 478	294 529	29 051				
Fiscalité différée (décalages temporaires)		10 824	10 824				
Fiscalité différée (retraitements)	267 349	285 788	18 439				
Annulation du social pour les MEE	(1 871)	(2 084)	(212)				
Annulation quote-part HG sur Proportionnelles	(1 871)	(2 084)	(212)				
Sous total	263 606	292 445	28 839				
Autres	1 871	2 084	212				
Valeur nette par catégorie	265 478	294 529	29 051				

Annexe 6.1 Actif circulant

Libellé	2024			2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	11 618 093	(168 568)	11 449 525	13 300 920	(184 668)	13 116 253
Clients et comptes rattachés	11 618 093	(168 568)	11 449 525	13 300 920	(184 668)	13 116 253
Avances et acomptes versés sur commandes	1 151		1 151	18 737		18 737
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	19 907		19 907	28 386		28 386
Impôts différés - actif	294 529		294 529	265 478		265 478
Créances fiscales hors IS part < 1an	511 841		511 841	506 462		506 462
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1an	556 879		556 879	466 600		466 600
Comptes courants part < 1an	1 311 491		1 311 491			
Autres créances part < 1an	6 008		6 008	93 612		93 612
Charges constatées d'avance part < 1 an	310 850		310 850	227 217		227 217
Autres créances et comptes de régularisation	3 012 656		3 012 656	1 606 492		1 606 492
Clients et autres créances	14 630 749	(168 568)	14 462 181	14 907 413	(184 668)	14 722 745

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<3 ans	4 ans<<3 ans	Au dela
Clients et comptes rattachés part < 1 an	11 618 093	11 618 093					
Clients et comptes rattachés	11 618 093	11 618 093					
Avances et acomptes versés sur commandes	1 151	1 151					
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	19 907	19 907					
Impôts différés - actif	294 529	294 529					
Créances fiscales hors IS- part < 1an	511 841	511 841					
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1an	556 879	556 879					
Comptes courants - part < 1an	1 311 491	1 311 491					
Autres créances part < 1an	6 008	6 008					
Charges constatées d'avance part < 1 an	310 850	310 850					
Autres créances et comptes de régularisation	3 012 656	3 012 656					
Actif circulant	14 630 749	14 630 749					

Annexe 7. Trésorerie nette

Libellé	2023	2024
Trésorerie active nette	4 153 314	5 706 064
Disponibilités	4 143 458	5 668 903
Intérêts courus non échus s/ dispo.	9 856	37 161
Trésorerie à court terme	4 153 314	5 706 064
Placements à court terme	1 441 316	2 352 145
VMP - Autres placements	1 441 316	2 352 145
Actions propres		557 870
Trésorerie passive assimilée à une dette	5 834	4 213
Concours bancaires (dettes)	5 834	4 213
Trésorerie à long terme	1 435 482	2 905 802
Trésorerie nette	5 588 796	8 611 866

Annexe 8. Provisions

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges < 1 an	50 000	40 000	40 000	(50 000)			
Autres provisions pour risques < 1 an	28 647	28 647		(4 680)			4 680
Provisions pour pensions et retraites < 1 an	930 923	1 042 974	117 346	(5 296)			
Provisions	1 009 570	1 111 620	157 346	(59 976)			4 680

Annexe 9. Dettes financières

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	10 245 056	8 606 136		(1 638 919)			
Emission titres part. & av. de l'Etat - courant		177 000	177 000				
Intérêts courus sur emprunts	14 629	10 384		(4 246)			
Concours bancaires (dettes)	5 834	4 213					(1 621)
Dettes financières	10 265 519	8 797 733	177 000	(1 643 165)			(1 621)

Libellé	2024	< 1 an	1ans<<5 ans	Au-delà	Valeur résiduelle
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	8 606 136	1 640 278	4 832 858	2 133 000	
Emission titres part. & av. de l'Etat - part < 1 an	177 000			177 000	
Intérêts courus sur emprunts	10 384	10 384			
Concours bancaires (dettes)	4 213	4 213			
Dettes financières	8 797 733	1 654 875	4 832 858	2 310 000	0

Annexe 10. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2023	2024
Dettes fournisseurs part < 1 an	6 176 561	6 568 530
Dettes fournisseurs	6 176 561	6 568 530
Avances acomptes reçus sur commandes	2 457	144 787
Dettes sociales part < 1 an	2 939 451	2 931 807
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	1 208 980	915 160
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	210 094	64 550
Comptes courants groupe part < 1 an	2	1 301 497
Autres dettes part < 1 an	160 743	10 504
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	4 613	1 209
Produits constatés d'avance part < 1 an	2 677 975	1 791 074
Autres dettes et comptes de régularisation	7 204 316	7 160 588
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	13 380 878	13 729 118

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs part < 1 an	6 568 530	6 568 530					
Dettes fournisseurs	6 568 530	6 568 530					
Avances acomptes reçus sur commandes	144 787	144 787					
Dettes sociales part < 1 an	2 931 807	2 931 807					
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	915 160	915 160					
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	64 550	64 550					
Comptes courants groupe part < 1 an	1 301 497	1 301 497					
Autres dettes part < 1 an	10 504	10 504					
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	1 209	1 209					
Produits constatés d'avance part < 1 an	1 791 074	1 791 074					
Autres dettes et comptes de régularisation	7 160 588	7 160 588					
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	13 729 118	13 729 118					

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

Annexe 11. Chiffre d'affaires

Libellé	2024	2023
Ventes de marchandises	2 785 171	3 429 857
Production vendue de biens	44 659 843	47 082 063
Production vendue de services	1 837 869	2 234 487
Produits des activités annexes	205 982	171 283
Rabais, remises et ristournes accordés	(100 738)	9 276
Chiffre d'affaires	49 388 128	52 926 966

Annexe 12. Autres produits d'exploitation

Libellé	2024	2023
Production stockée	780 995	(1 394 950)
Production immobilisée	219 696	119 807
Subventions d'exploitation	12 022	(26 044)
Reprise sur provisions d'exploitation	54 680	64 977
Rep./Prov. engagements de retraite	5 296	47 727
Rep./Dépr. sur actif circulant	25 437	3 519
Transferts de charges d'exploitation	311 771	443 892
Autres produits	228	167
Autres produits d'exploitation	1 410 124	(740 906)

Annexe 13. Achats consommés

Libellé	2024	2023
Achats de marchandises	(235 837)	(294 666)
Achats d'études et prestations de services	(2 233 223)	(2 742 154)
Achats non stockés de matières et fournitures	(605 238)	(680 012)
Variation stocks de marchandises	(9 366)	(13 007)
Achat m.p., fourniture & aut. appro.	(16 884 799)	(18 363 161)
Var. stocks mp, fourniture & autres appro.	10 454	42 181
Achats consommés	(19 958 009)	(22 050 819)

Annexe 14. Charges externes

Libellé	2024	2023
Sous-traitance	(138 745)	(206 228)
Redevances de crédit-bail	(280 974)	(207 726)
Locations immobilières et charges locatives	(1 155 239)	(1 049 786)
Locations mobilières et charges locatives	(96 161)	(80 759)
Entretien et réparations	(666 258)	(619 279)
Primes d'assurances	(144 847)	(167 973)
Autres services extérieurs	(12 730)	(11 736)
Personnel détaché et intérimaire	(1 822 410)	(2 118 425)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(549 392)	(407 099)
Publicité, publications, relations publiques	(356 732)	(334 517)
Transport	(785 593)	(765 394)
Déplacements, missions et réceptions	(1 294 768)	(1 115 097)
Frais postaux et frais de télécommunications	(108 273)	(98 458)
Frais bancaires	(58 386)	(62 627)
Autres charges externes	(102 274)	(90 277)
Perte sur créances irrécouvrable		(1 760)
Autres charges	(9 380)	(1 685)
Autres charges d'exploitation	(7 582 162)	(7 338 825)

Annexe 15. Impôts et taxes

Libellé	2024	2023
Impôts et taxes sur rémunérations	(328 395)	(250 345)
Autres impôts et taxes	(262 123)	(231 194)
Impôts et taxes	(590 518)	(481 539)

Annexe 16. Charges de personnel

Libellé	2024	2023
Rémunérations du personnel	(12 300 904)	(11 850 107)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(4 564 753)	(4 339 301)
Autres charges de personnel	(75 402)	(75 735)
Charges de personnel	(16 941 058)	(16 265 143)

Annexe 17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2024	2023
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(263 719)	(300 788)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(212 553)	(237 385)
Dot. aux provisions d'exploitation	(40 000)	(50 000)
Dot/Prov. engagements de retraite	(117 346)	(115 478)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(9 337)	(76 215)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(642 956)	(779 866)

Annexe 18. Produits financiers

Libellé	2024	2023
Produits sur créances et VMP	204	201
Gains de change sur opérations financières	1 016	592
Autres produits financiers	283 807	1 885 264
Produits financiers	285 027	1 886 057

Annexe 19. Charges financières

Libellé	2024	2023
Charges d'intérêts	(379 370)	(384 834)
Pertes de change sur opérations financières	(5 059)	(1 080)
Autres charges financières	(65)	(190)
Charges financières	(384 494)	(386 105)

Annexe 20. Produits exceptionnels

Libellé	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 000	3 298
Produits excep. s/ exercices antérieurs	(5 126)	5 937
Produits de cession d'immo. incorp.	667	35 750
Produits de cession d'immo. corp.	45 121	46 034
Produits de cession de titres	4 230	20 667
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	2 500	2 500
Produits exceptionnels	50 392	114 185

Annexe 21. Charges exceptionnelles

Libellé	2024	2023
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(293 856)	(331 954)
Charges excep. sur exercices antérieurs		(21 586)
VNC des titres conso cédés		(5 997)
VNC des immo. corp. cédées	(10 393)	(86 618)
VNC des titres cédés	(240)	
Autres charges exceptionnelles		(2 970)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(21)
Charges exceptionnelles	(304 489)	(449 146)

Annexe 22. Charges d'impôts

Libellé	2024	2023
Impôt sur les bénéfices	(1 004 463)	(1 062 654)
Impôts différés	29 051	(3 660)
Charges d'impôts	(975 412)	(1 066 314)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Libellé	2024.12
Résultat des entreprises intégrées	3 754 574
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	(975 412)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	4 729 986
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	25,0000%
	(1 182 496)
Effets des différences de base	(26 208)
Effets des différences de taux	
Effets des dispositions fiscales particulières	233 292
Ecritures manuelles sur Impôt	ECRF
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(975 413)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(975 412)
ECART	(1)
Taux effectif d'impôt	20,62%

Autres Informations

Effectifs

Libellé	2024	2023
Cadres	87	77
Agents de maîtrise et techniciens	45	61
Employés	91	77
Ouvriers	55	43
Effectif moyen interne	278	258
Intérimaires		
Effectif moyen intérimaire	0	0
Effectif moyen total	278	258

Effectifs moyens	2022	2023
Effectif moyen interne	244	258
Cadres	72	77
Agents de maîtrise et techniciens	40	61
Employés	105	77
Ouvriers	27	43
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		
Effectif moyen total	244	258

Engagements hors-bilan

Nantissement de 100 % des titres MARCEAU, de 100 % des titres PROMALYON

Maintenir un ratio de levier <2.5

Emprunt garantie par des suretés réelles pour 8 554 738 €

Aval et cautions : 503 949 €

Engagement CB non retraité :

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				1 326 545	1 326 545
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs				561 547	561 547
- dotations de l'exercice				407 135	407 135
TOTAL				968 682	968 682
REDEVANCES PAYÉES :					
- cumuls exercices antérieurs				435 465	435 465
- dotations de l'exercice				276 905	276 905
TOTAL				712 370	712 370
REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus				293 495	293 495
- à plus d'un an et cinq ans au plus				384 769	384 769
- à plus de cinq ans					
TOTAL				678 263	678 263
VALEUR RÉSIDUELLE : - à un an au plus				3 122	3 122
- à plus d'un an et cinq ans au plus				8 968	8 968
- à plus de cinq ans					
TOTAL				12 090	12 090

INTECH INDUSTRY

Société par Actions Simplifiée
au capital de 20 559 654,82 €
Siège social : Lieudit Les Attignies
69290 GREZIEU LA VARENNE

900 442 385 RCS LYON

COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

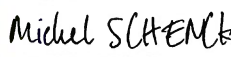
"Certifié exact"

Le Président

M. Michel SCHENCK

Signature :

Certifié exact

Signé par :

7AB6BAAB0FA7498...

États financiers

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	<u>2024</u>	2023
Chiffre d'affaires	49 388 128	52 926 966
Autres produits d'exploitation	1 410 124	(740 906)
Achats consommés	(19 958 009)	(22 050 819)
Charges de personnel	<u>(16 941 058)</u>	(16 265 143)
Autres charges d'exploitation	(7 582 162)	(7 338 825)
Impôts et taxes	(590 518)	(481 539)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(642 956)	(779 866)
Opérations en commun		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA	5 083 550	5 269 870
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquisition		
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA	5 083 550	5 269 870
Charges et produits financiers	<u>(99 467)</u>	1 499 952
Charges et produits exceptionnels	(254 097)	(334 961)
Impôts sur les résultats	(975 412)	(1 066 314)
Résultat net des entreprises intégrées	3 754 575	5 368 547
Résultat net des activités abandonnées		
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 754 575	5 368 547
Intérêts minoritaires		
Résultat net (part du groupe)	3 754 575	5 368 547
Résultat net (Part du groupe)	3 754 574	5 368 547

Bilan consolidé

Bilan actif consolidé	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles	27 095 982	27 112 200
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>26 984 246</i>	<i>26 984 246</i>
Immobilisations corporelles	1 291 142	1 259 157
Immobilisations financières	183 981	182 338
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	28 571 104	28 553 695
Stocks et en-cours	8 461 129	7 679 046
Clients et comptes rattachés	11 449 525	13 116 253
Autres créances et comptes de régularisation	3 012 656	1 606 492
<i>Dont Impôts différés Actif</i>	<i>294 529</i>	<i>265 478</i>
Valeurs mobilières de placement	2 910 015	1 441 316
Disponibilités	5 706 064	4 153 314
Actif circulant	31 539 389	27 996 421
Total Actif	60 110 493	56 550 116
Capital	20 559 655	20 559 655
Primes liées au capital		
Réserves et résultat consolidés	16 465 174	12 152 730
Autres	(557 870)	(825 797)
Capitaux propres (Part du groupe)	36 466 959	31 886 587
Intérêts minoritaires		
Total des capitaux propres	36 466 959	31 886 587
Autres fonds propres	5 062	7 562
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	1 111 620	1 009 570
Provisions	1 111 620	1 009 570
Dettes financières	8 797 733	10 265 519
Fournisseurs et comptes rattachés	6 568 530	6 176 561
Autres dettes et comptes de régularisation	7 160 588	7 204 316
<i>Dont Impôts différés Passif</i>		
Dettes	22 526 851	23 646 397
Compte de liaison Titres - Ecart d'acquisition		
Total Passif	60 110 493	56 550 116

INTECH INDUSTRY

Société par Actions Simplifiée
au capital de 20 559 654,82 €
Siège social : Lieudit Les Attignies
69290 GREZIEU LA VARENNE

900 442 385 RCS LYON

COMPTES CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

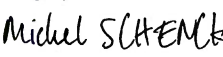
"Certifié exact"

Le Président

M. Michel SCHENCK

Signature :

Certifié exact

Signé par :

7AB6BAAB0FA7498...

Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Faits marquants de l'exercice et de l'exercice précédent

Aucun élément significatif n'est à relevé

Evènements post clôture

Aucun élément significatif n'est à relevé

Méthodes et principes de consolidation

Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant le nouveau règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 homologué par arrêté du 29 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

L'exercice clos 31/12/2024 a une durée de 12 mois. Il s'agit du 2^{er} exercice d'activité du groupe, mais du 1^{er} exercice de présentation des comptes consolidés.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2024, le périmètre comprenait 10 sociétés.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
ART INDUSTRIE BOURGOGONE	IG	100,00	100,00
FX INDUSTRIE	IG	100,00	100,00
ICONE	IG	100,00	100,00
INTECH INDUSTRY	IG	100,00	100,00
MARCEAU	IG	100,00	100,00
MATRELEC	IG	100,00	100,00
PROMALYON	IG	100,00	100,00
SAS SAKKARAH SUD	IP	49,00	49,00
TAG PRODUCT	IG	100,00	100,00
TECNIM-ODERN	IG	100,00	100,00
TEMIQ	IG	100,00	100,00

Toutes sont intégrées globalement, à l'exception de la société SAS SAKKARAH SUD qui est intégrée proportionnellement.

Les SCI qui ont acquis l'immobilier du groupe sont détenus et dirigés par les dirigeants du groupe et leur famille. Ces SCI n'étant pas dirigés par le groupe, elles n'ont pas été considérées comme des entités « Ad Hoc » et n'ont donc pas été consolidés.

Variation du périmètre de consolidation

Aucune variation n'est a relevé sur l'exercice.

Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Lorsque les comptes des sociétés étrangères consolidées sont établis dans une devise autre que l'euro, la méthode de conversion retenue est la « méthode du taux de clôture » :

Les états financiers des filiales étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire dans la devise qui est significative de l'activité de la filiale concernée.

La conversion de l'ensemble des actifs et des passifs est effectuée au cours de clôture en vigueur à la date du bilan et la conversion des comptes de résultats est effectuée sur la base du cours moyen annuel.

L'écart de conversion qui en résulte est directement affecté en « Primes et réserves » dans la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres.

Ecart d'acquisition

- Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.
- Écarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Écarts d'acquisition ».
- Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuellement selon les méthodes généralement utilisées pour valoriser les sociétés du secteur.
- Écarts d'acquisition négatifs : un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges ».
- Les écarts d'acquisitions négatifs sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée de 5 ans.

Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Constructions	20 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel outillage	2 à 10 ans
- Matériel de transport	1 à 5 ans
- Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 à 5 ans
- Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks sont valorisés au prix de revient moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Le solde des charges à répartir a été retraité en consolidation.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

La société n'a jugé qu'aucun de ses contrats n'étaient significatifs et ne devaient rentrer dans le champ d'application de cette méthode.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel à long terme concernent essentiellement des salariés en activité. Les régimes mis en place pour couvrir ces avantages sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies

- Régimes à cotisations définies : Le Groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés des régimes de retraites et de prévoyance.
- Ces régimes donnent lieu à constitution de provisions et concernent essentiellement les indemnités de départ à la retraite, auxquelles se rajoutent :
 - d'autres engagements de retraite et compléments de retraite ;
 - les autres avantages long terme, soit principalement les médailles du travail et le capital temps ;
 - les régimes de couverture de frais médicaux.
- Ces indemnités ont fait l'objet d'une comptabilisation en provision pour risques et charges.

Un contrat d'assurance permet de couvrir une partie de l'engagement pour un montant de 153 828 euros.

Actions propres

La société détient des actions propres du groupe pour un montant de 557 870 euros au 31/12/2024 contre 825 797 € au 31/12/2023. Contrairement à l'exercice précédent, ces actions n'ont pas été retraitées en moins des capitaux propres car elles ont été acquises dans le cadre des plans d'actions gratuites. Elles sont ainsi enregistrées sur cet exercice en valeur mobilière de placement. Ce traitement respecte le règlement l'ANC 2020-01.

Notes annexes sur les postes du bilan

Annexe 1. Ecart d'acquisition (goodwill)

Libellé	2023	2024	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	26 984 246	26 984 246						
Valeur nette	26 984 246	26 984 246						
Valeur nette								

Les écarts d'acquisitions sont affectés aux entités suivantes :

Libellé	Brut	Amort.	Dépré.	Net
Ecart d'acquisition	26 984 246			26 984 246
Partenaires				
P-ART INDUSTRIE BOURGOGONE	2 277 469			2 277 469
P-FX INDUSTRIE	751 088			751 088
P-ICONE	3 870 996			3 870 996
P-INTECH INDUSTRY	1			1
P-MARCEAU	4 507 353			4 507 353
P-MATRELEC	2 836 076			2 836 076
P-PROMALYON	6 069 751			6 069 751
P-TECNIM-ODERN	3 707 453			3 707 453
P-TEMIQ	2 964 057			2 964 057
Partenaires hors groupe	1			1
Ecart d'acquisition passif				

Annexe 2.1 Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	8 310	8 310					
Frais de développement	202 479	222 375	19 896				
Concessions, brevets et droits similaires	355 298	386 103	28 330	(225)			2 700
Autres immobilisations incorporelles	97 407	97 407					
Ecart d'acquisition	26 984 246	26 984 246					
Avances et acomptes s/immo. incorp.	2 700						(2 700)
Immobilisations incorporelles	27 650 440	27 698 441	48 226	(225)			
Constructions	168 010	170 210	2 200				
Installations techniques, matériel & outillage	1 499 172	1 530 161	97 749	(66 760)			
Autres immobilisations corporelles	1 170 886	1 205 881	65 257	(30 262)			
Matériel de bureau	905 290	929 314	72 629	(48 604)			
Matériel de transport	1 455 048	1 259 649	9 499	(204 898)			
Immobilisations corporelles en cours	166 969	371 040	204 071				
Avances et acomptes s/immo. corp.		2 802	2 802				
Immobilisations corporelles	5 365 375	5 469 058	454 206	(350 524)			
Total	33 015 815	33 167 498	502 432	(350 749)			

Dont immobilisations en crédit-bail :

Annexe 2.2 Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	(8 310)	(8 310)					
Frais de développement	(157 333)	(179 604)	(22 271)				
Concessions, brevets et droits similaires	(286 913)	(325 104)	(38 416)				225
Autres immobilisations incorporelles	(85 684)	(89 441)	(3 757)				
Amortissements des immobilisations incorporelles	(538 240)	(602 459)	(64 444)				225
Constructions	(106 853)	(116 778)	(9 924)				
Installations techniques, matériel & outillage	(1 223 114)	(1 246 786)	(90 178)				66 506
Autres immobilisations corporelles	(806 255)	(875 564)	(94 115)				24 806
Amortissements du matériel de bureau	(732 115)	(786 140)	(102 630)				48 604
Amortissements du matériel de transport	(1 237 881)	(1 152 649)	(114 983)				200 215
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 106 218)	(4 177 916)	(411 829)				340 131
Amortissements sur actif immobilisé	(4 644 458)	(4 780 375)	(476 273)				340 356

Annexe 2.3 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations des immobilisations incorporelles							
Dépréciations sur actif immobilisé							

Annexe 3.1 Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	0	0						
Titres immobilisés (non courants)	258	46	28	(240)				
Dépôts et cautionnements versés	182 080	183 935	37 228	(35 373)				
Immobilisations financières	182 338	183 981	37 256	(35 613)				
Titres mis en équivalence								
Actifs financiers	182 338	183 981	37 256	(35 613)				

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dépôts et cautionnements versés	183 935						183 935
Total	183 935						183 935

Annexe 3.2 Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur immobilisations financières							
Dépréciations sur actif financier							

Annexe 4. Stocks et en-cours

Libellé	2024			2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	2 634 675		2 634 675	2 624 221		2 624 221
En-cours de biens	3 464 422		3 464 422	2 851 152		2 851 152
En-cours de services	1 589 375		1 589 375	1 355 363		1 355 363
Produits intermédiaires finis	751 052		751 052	817 340		817 340
Stocks de marchandises	21 604		21 604	30 970		30 970
Stocks et en-cours	8 461 129		8 461 129	7 679 046		7 679 046

Annexe 5. Impôt différé

Libellé	2023	2024	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Valeur nette d'impôt différé	265 478	294 529	29 051				
Fiscalité différée (décalages temporaires)		10 824	10 824				
Fiscalité différée (retraitements)	267 349	285 788	18 439				
Annulation du social pour les MEE	(1 871)	(2 084)	(212)				
Annulation quote-part HG sur Proportionnelles	(1 871)	(2 084)	(212)				
Sous total	263 606	292 445	28 839				
Autres	1 871	2 084	212				
Valeur nette par catégorie	265 478	294 529	29 051				

Annexe 6.1 Actif circulant

Libellé	2024			2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	11 618 093	(168 568)	11 449 525	13 300 920	(184 668)	13 116 253
Clients et comptes rattachés	11 618 093	(168 568)	11 449 525	13 300 920	(184 668)	13 116 253
Avances et acomptes versés sur commandes	1 151		1 151	18 737		18 737
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	19 907		19 907	28 386		28 386
Impôts différés - actif	294 529		294 529	265 478		265 478
Créances fiscales hors IS part < 1 an	511 841		511 841	506 462		506 462
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1 an	556 879		556 879	466 600		466 600
Comptes courants part < 1 an	1 311 491		1 311 491			
Autres créances part < 1 an	6 008		6 008	93 612		93 612
Charges constatées d'avance part < 1 an	310 850		310 850	227 217		227 217
Autres créances et comptes de régularisation	3 012 656		3 012 656	1 606 492		1 606 492
Clients et autres créances	14 630 749	(168 568)	14 462 181	14 907 413	(184 668)	14 722 745

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<3 ans	4 ans<<3 ans	Au dela
Clients et comptes rattachés part < 1 an	11 618 093	11 618 093					
Clients et comptes rattachés	11 618 093	11 618 093					
Avances et acomptes versés sur commandes	1 151	1 151					
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	19 907	19 907					
Impôts différés - actif	294 529	294 529					
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	511 841	511 841					
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	556 879	556 879					
Comptes courants - part < 1 an	1 311 491	1 311 491					
Autres créances part < 1 an	6 008	6 008					
Charges constatées d'avance part < 1 an	310 850	310 850					
Autres créances et comptes de régularisation	3 012 656	3 012 656					
Actif circulant	14 630 749	14 630 749					

Annexe 7. Trésorerie nette

Libellé	2023	2024
Trésorerie active nette	4 153 314	5 706 064
Disponibilités	4 143 458	5 668 903
Intérêts courus non échus s/ dispo.	9 856	37 161
Trésorerie à court terme	4 153 314	5 706 064
Placements à court terme	1 441 316	2 352 145
VMP - Autres placements	1 441 316	2 352 145
Actions propres		557 870
Trésorerie passive assimilée à une dette	5 834	4 213
Concours bancaires (dettes)	5 834	4 213
Trésorerie à long terme	1 435 482	2 905 802
Trésorerie nette	5 588 796	8 611 866

Annexe 8. Provisions

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges < 1 an	50 000	40 000	40 000	(50 000)			
Autres provisions pour risques < 1 an	28 647	28 647		(4 680)			4 680
Provisions pour pensions et retraites < 1 an	930 923	1 042 974	117 346	(5 296)			
Provisions	1 009 570	1 111 620	157 346	(59 976)			4 680

Annexe 9. Dettes financières

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	10 245 056	8 606 136		(1 638 919)			
Emission titres part. & av. de l'Etat - courant		177 000	177 000				
Intérêts courus sur emprunts	14 629	10 384		(4 246)			
Concours bancaires (dettes)	5 834	4 213					(1 621)
Dettes financières	10 265 519	8 797 733	177 000	(1 643 165)			(1 621)

Libellé	2024	< 1 an	1ans<=5 ans	Au-delà	Valeur résiduelle
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	8 606 136	1 640 278	4 832 858	2 133 000	
Emission titres part. & av. de l'Etat - part < 1 an	177 000			177 000	
Intérêts courus sur emprunts	10 384	10 384			
Concours bancaires (dettes)	4 213	4 213			
Dettes financières	8 797 733	1 654 875	4 832 858	2 310 000	0

Annexe 10. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2023	2024
Dettes fournisseurs part < 1 an	6 176 561	6 568 530
Dettes fournisseurs	6 176 561	6 568 530
Avances acomptes reçus sur commandes	2 457	144 787
Dettes sociales part < 1 an	2 939 451	2 931 807
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	1 208 980	915 160
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	210 094	64 550
Comptes courants groupe part < 1 an	2	1 301 497
Autres dettes part < 1 an	160 743	10 504
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	4 613	1 209
Produits constatés d'avance part < 1 an	2 677 975	1 791 074
Autres dettes et comptes de régularisation	7 204 316	7 160 588
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	13 380 878	13 729 118

Libellé	2024	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Dettes fournisseurs part < 1 an	6 568 530	6 568 530					
Dettes fournisseurs	6 568 530	6 568 530					
Avances acomptes reçus sur commandes	144 787	144 787					
Dettes sociales part < 1 an	2 931 807	2 931 807					
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	915 160	915 160					
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	64 550	64 550					
Comptes courants groupe part < 1 an	1 301 497	1 301 497					
Autres dettes part < 1 an	10 504	10 504					
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	1 209	1 209					
Produits constatés d'avance part < 1 an	1 791 074	1 791 074					
Autres dettes et comptes de régularisation	7 160 588	7 160 588					
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	13 729 118	13 729 118					

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

Annexe 11. Chiffre d'affaires

Libellé	2024	2023
Ventes de marchandises	2 785 171	3 429 857
Production vendue de biens	44 659 843	47 082 063
Production vendue de services	1 837 869	2 234 487
Produits des activités annexes	205 982	171 283
Rabais, remises et ristournes accordés	(100 738)	9 276
Chiffre d'affaires	49 388 128	52 926 966

Annexe 12. Autres produits d'exploitation

Libellé	2024	2023
Production stockée	780 995	(1 394 950)
Production immobilisée	219 696	119 807
Subventions d'exploitation	12 022	(26 044)
Reprise sur provisions d'exploitation	54 680	64 977
Rep./Prov. engagements de retraite	5 296	47 727
Rep./Dépr. sur actif circulant	25 437	3 519
Transferts de charges d'exploitation	311 771	443 892
Autres produits	228	167
Autres produits d'exploitation	1 410 124	(740 906)

Annexe 13. Achats consommés

Libellé	2024	2023
Achats de marchandises	(235 837)	(294 666)
Achats d'études et prestations de services	(2 233 223)	(2 742 154)
Achats non stockés de matières et fournitures	(605 238)	(680 012)
Variation stocks de marchandises	(9 366)	(13 007)
Achat m.p., fourniture & aut. appro.	(16 884 799)	(18 363 161)
Var. stocks mp, fourniture & autres appro.	10 454	42 181
Achats consommés	(19 958 009)	(22 050 819)

Annexe 14. Charges externes

Libellé	2024	2023
Sous-traitance	(138 745)	(206 228)
Redevances de crédit-bail	(280 974)	(207 726)
Locations immobilières et charges locatives	(1 155 239)	(1 049 786)
Locations mobilières et charges locatives	(96 161)	(80 759)
Entretien et réparations	(666 258)	(619 279)
Primes d'assurances	(144 847)	(167 973)
Autres services extérieurs	(12 730)	(11 736)
Personnel détaché et intérimaire	(1 822 410)	(2 118 425)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(549 392)	(407 099)
Publicité, publications, relations publiques	(356 732)	(334 517)
Transport	(785 593)	(765 394)
Déplacements, missions et réceptions	(1 294 768)	(1 115 097)
Frais postaux et frais de télécommunications	(108 273)	(98 458)
Frais bancaires	(58 386)	(62 627)
Autres charges externes	(102 274)	(90 277)
Perte sur créances irrécouvrable		(1 760)
Autres charges	(9 380)	(1 685)
Autres charges d'exploitation	(7 582 162)	(7 338 825)

Annexe 15. Impôts et taxes

Libellé	2024	2023
Impôts et taxes sur rémunérations	(328 395)	(250 345)
Autres impôts et taxes	(262 123)	(231 194)
Impôts et taxes	(590 518)	(481 539)

Annexe 16. Charges de personnel

Libellé	2024	2023
Rémunérations du personnel	(12 300 904)	(11 850 107)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(4 564 753)	(4 339 301)
Autres charges de personnel	(75 402)	(75 735)
Charges de personnel	(16 941 058)	(16 265 143)

Annexe 17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2024	2023
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(263 719)	(300 788)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(212 553)	(237 385)
Dot. aux provisions d'exploitation	(40 000)	(50 000)
Dot/Prov. engagements de retraite	(117 346)	(115 478)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(9 337)	(76 215)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(642 956)	(779 866)

Annexe 18. Produits financiers

Libellé	2024	2023
Produits sur créances et VMP	204	201
Gains de change sur opérations financières	1 016	592
Autres produits financiers	283 807	1 885 264
Produits financiers	285 027	1 886 057

Annexe 19. Charges financières

Libellé	2024	2023
Charges d'intérêts	(379 370)	(384 834)
Pertes de change sur opérations financières	(5 059)	(1 080)
Autres charges financières	(65)	(190)
Charges financières	(384 494)	(386 105)

Annexe 20. Produits exceptionnels

Libellé	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 000	3 298
Produits excep. s/ exercices antérieurs	(5 126)	5 937
Produits de cession d'immo. incorp.	667	35 750
Produits de cession d'immo. corp.	45 121	46 034
Produits de cession de titres	4 230	20 667
Subv. invest. virées au résultat, de l'ex.	2 500	2 500
Produits exceptionnels	50 392	114 185

Annexe 21. Charges exceptionnelles

Libellé	2024	2023
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(293 856)	(331 954)
Charges excep. sur exercices antérieurs		(21 586)
VNC des titres conso cédés		(5 997)
VNC des immo. corp. cédées	(10 393)	(86 618)
VNC des titres cédés	(240)	
Autres charges exceptionnelles		(2 970)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		(21)
Charges exceptionnelles	(304 489)	(449 146)

Annexe 22. Charges d'impôts

Libellé	2024	2023
Impôt sur les bénéfices	(1 004 463)	(1 062 654)
Impôts différés	29 051	(3 660)
Charges d'impôts	(975 412)	(1 066 314)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Libellé	2024.12
Résultat des entreprises intégrées	3 754 574
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	(975 412)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	4 729 986
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	25,0000% (1 182 496)
Effets des différences de base	(26 208)
Effets des différences de taux	
Effets des dispositions fiscales particulières	233 292
Ecritures manuelles sur impôt	ECRF
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(975 413)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(975 412)
ECART	(1)
Taux effectif d'impôt	20,62%

Autres Informations

Effectifs

Libellé	2024	2023
Cadres	87	77
Agents de maîtrise et techniciens	45	61
Employés	91	77
Ouvriers	55	43
Effectif moyen interne	278	258
Intérimaires		
Effectif moyen intérimaire	0	0
Effectif moyen total	278	258

Effectifs moyens	2022	2023
Effectif moyen interne	244	258
Cadres	72	77
Agents de maîtrise et techniciens	40	61
Employés	105	77
Ouvriers	27	43
Effectif moyen intérimaire		
Intérimaires		
Effectif moyen total	244	258

Engagements hors-bilan

Nantissement de 100 % des titres MARCEAU, de 100 % des titres PROMALYON

Maintenir un ratio de levier <2.5

Emprunt garantie par des suretés réelles pour 8 554 738 €

Aval et cautions : 503 949 €

Engagement CB non retraité :

RUBRIQUES	Terrains	Constructions	Installations matériel outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				1 326 545	1 326 545
Amortissements :					
- cumuls exercices antérieurs				561 547	561 547
- dotations de l'exercice				407 135	407 135
TOTAL				968 682	968 682
REDEVANCES PAYÉES :					
- cumuls exercices antérieurs				435 465	435 465
- dotations de l'exercice				276 905	276 905
TOTAL				712 370	712 370
REDEV. RESTANT À PAYER : - à un an au plus				293 495	293 495
- à plus d'un an et cinq ans au plus				384 769	384 769
- à plus de cinq ans					
TOTAL				678 263	678 263
VALEUR RÉSIDUELLE : - à un an au plus				3 122	3 122
- à plus d'un an et cinq ans au plus				8 968	8 968
- à plus de cinq ans					
TOTAL				12 090	12 090